

**MESSAGE N° 260  
du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de loi  
sur les polices communales**

2 mai 2006

## 1. INTRODUCTION

Le programme gouvernemental de la législature 2002–2006 a prévu que le Conseil d'Etat allait examiner «la possibilité de confier l'accomplissement de certaines tâches aux agents de la police locale, dont un nombre croissant bénéficie d'une formation de policier. Il pourrait s'agir de tâches telles que la régulation de la circulation, le contrôle des établissements publics, l'exécution de notifications et de réquisitions, ainsi que diverses autres tâches de caractère essentiellement local».

Cet examen a été effectué et a débouché sur le présent projet.

## 2. HISTORIQUE

### 2.1 Situation actuelle

Le canton de Fribourg connaît le principe de l'unité de la force publique. L'article 5 de la loi sur la police cantonale (LPol) prescrit en effet que «la Police cantonale exerce l'ensemble de ses tâches sur tout le territoire cantonal. Ses agents sont seuls à opérer des tâches de police et à recourir à la force, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi à d'autres agents». La délégation, aux communes qui en font la demande, d'infliger des amendes d'ordre est toutefois réservée.

L'article 60 al. 3 let. e de la loi sur les communes (LCo) prévoit néanmoins que les communes doivent veiller au maintien de la sécurité et de l'ordre publics sur leur territoire et prendre les mesures exigées par un état de nécessité. Cette disposition est interprétée de manière restrictive: les compétences des communes en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publics sont subsidiaires par rapport à celles des autorités cantonales chargées de maintenir l'ordre (cf. *BGC* 1979 p. 1925). Certaines communes ont adopté des règlements généraux de police qui précisent les règles applicables en la matière.

En pratique, dans les communes qui n'ont pas de police communale, les organes communaux (membres du conseil communal ou personnel communal) interviennent dans les cas de peu d'importance et font appel à la Police cantonale dans les cas qui dépassent leurs moyens. Les communes qui ont mis sur pied leur propre police disposent quant à elles de moyens d'intervention un peu plus étendus. Les polices communales jouent un rôle préventif, notamment par l'organisation de patrouilles; elles prennent également, au même titre que les particuliers, les mesures urgentes qui s'imposent lorsque l'ordre et la sécurité publics sont compromis et que l'intervention de la police cantonale ne peut pas être requise en temps utile (cf. art. 104 CPP). Elles peuvent également délivrer des amendes d'ordre (cf. la délégation évoquée ci-dessus). Elles ne disposent toutefois pas de véritables pouvoirs de police.

### 2.2 Interventions parlementaires

1. Dans une motion du 25 septembre 1990, les députés Jean-Paul Glasson et Philippe Menoud ont demandé,

avec l'appui de 18 cosignataires, l'introduction d'une législation sur les polices locales. La motion a été acceptée dans la forme d'un postulat. Le Grand Conseil a pris acte du rapport établi par le Conseil d'Etat sur ce postulat le 19 février 1997.

2. Le 26 mars 2003, les députés Joe Genoud et Joseph Binz, appuyés par 21 cosignataires, ont déposé une motion tendant à l'octroi de davantage de compétences aux polices locales. Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil le 6 novembre 2003.

### 2.3 Interventions de certaines communes auprès de la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ)

1. Le 27 mai 2002, le conseil communal de la ville de Bulle a demandé l'octroi de compétences en matière de contrôle d'identité pour la police locale.

2. Le 20 février 2003, le conseil communal de la ville de Châtel-St-Denis a également demandé l'extension des compétences de la police locale.

### 2.4 Rapport sur la délégation de tâches et de compétences de police aux polices communales

Le 18 février 2003, le Conseil d'Etat a institué une commission chargée d'étudier les possibilités et les conditions d'une délégation de tâches et de compétences de police aux polices communales. Cette commission a rendu son rapport le 24 mai 2004 (ci-après: rapport du 24 mai 2004).

Le modèle proposé dans ce rapport allait au-delà des demandes formulées dans les interventions évoquées ci-dessus. Il reposait sur les sept principes suivants (cf. p. 24 sv. du rapport):

1. Toutes les communes doivent remplir leur obligation légale de veiller à la sécurité et à l'ordre public sur le territoire communal.
2. A partir d'une population de 4000 habitants, une commune doit assurer de manière spécifique une sécurité de proximité.
3. Pour remplir son obligation légale de veiller à la sécurité et à l'ordre publics sur le territoire communal, la commune peut créer une police communale d'au moins quatre agents ou verser à l'Etat une contribution financière de remplacement, affectée à la sécurité de proximité.
4. Les tâches et compétences déléguées aux polices communales sont la police judiciaire, la circulation routière, la sécurité publique, les mesures sur les personnes, l'application de la loi, les réquisitions des autorités et des magistrats et les tâches administratives.
5. Toutes les communes versent une contribution financière calculée par rapport à leur nombre d'habitants. Celles qui disposent d'une police communale sont mises au bénéfice d'une déduction calculée par rapport à l'effectif de cette police.
6. La reconnaissance des polices communales dépend de trois conditions: effectif correspondant au quota et comprenant au moins quatre agents, exécution effective des tâches et compétences définies, formation des agents.
7. Un délai transitoire de quatre ans est prévu pour la mise en œuvre du modèle proposé.

Le rapport du 24 mai 2004 a été mis en consultation par la Direction de la sécurité et de la justice auprès d'un cercle étendu de destinataires. Ces derniers ont, de manière générale, salué la volonté d'améliorer la sécurité de proximité. Ils se sont toutefois majoritairement opposés à l'obligation faite aux grandes communes de disposer désormais de leur propre police. La contribution financière, prévue pour les communes ne disposant pas de police, a pour sa part fait l'objet de vives critiques, portant non seulement sur le montant de la contribution prévue mais aussi sur son principe.

Cela étant, le Conseil d'Etat a décidé de renoncer au modèle élaboré par la commission et de se limiter à donner suite à la motion, en autorisant les communes qui le souhaitent à créer une police communale.

### 3. GRANDES LIGNES DU PROJET

Depuis plusieurs années, certaines communes du canton demandent que les polices qu'elles ont constituées disposent de véritables pouvoirs de police. La motion précitée des députés Joe Genoud et Joseph Binz établit une liste des compétences dont souhaitent bénéficier ces communes: délivrance d'amendes d'ordre et contrôle de circulation; contrôles d'identité, usage de moyens de contrainte et fouilles; rapports de dénonciation en matière de stupéfiants; rapports en cas d'incivilité, de scandale, de bruit, etc.; rapports de dénonciation en cas de fermeture tardive d'établissements publics; prévention des cas d'ivresse.

Le projet de loi sur les polices communales fait suite à ces demandes, en prenant néanmoins en considération les importantes réserves exprimées à l'encontre du rapport du 24 mai 2004: il se limite à prévoir que les communes qui le désirent peuvent, aux conditions qu'il énonce, constituer leur propre police et à fixer le cadre de l'activité de ces polices.

Les conditions prévues reposent sur des exigences liées à la sécurité et à la transparence. Les polices communales doivent compter un effectif minimal de six agents. Ces derniers doivent disposer d'une formation, de base et continue, spécifique. Ils sont tenus de se légitimer lors de leurs interventions. Leurs habillement, équipement et armement doivent être approuvés par la Police cantonale.

Les agents des polices communales font partie du personnel communal au même titre que les autres employés de la commune. Leur statut est régi par les articles 69ss LCo, sous réserve des dispositions spéciales du projet.

Les polices communales sont chargées d'assurer la sécurité de proximité. A ce titre, elles sont responsables, au niveau local, de la prévention des infractions, du maintien de l'ordre et de la tranquillité publics, de la lutte contre la petite criminalité et les incivilités et du contrôle de la circulation. Le détail de ces tâches doit être précisé par le Conseil d'Etat.

Pour permettre aux polices communales de remplir leur mission, le projet leur donne des compétences accrues en les habilitant à recourir à certaines mesures de contrainte (contrôles d'identité, fouilles de sécurité des personnes, fouilles des véhicules, interventions d'urgence au domicile, usage de la contrainte physique et usage défensif d'une arme).

Le projet contient par ailleurs deux points importants qui doivent être relevés ici.

Le premier est que les polices communales n'ont pas la possibilité de choisir les tâches qu'elles entendent exécuter; elles doivent assumer toutes celles qui leur sont déléguées par le Conseil d'Etat.

Le second réside dans le fait que seules sont habilitées à utiliser le terme «police», notamment sur les uniformes et sur les véhicules, les polices constituées conformément aux exigences de la loi.

### 4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

#### Article 1

L'alinéa 1 énonce le principe selon lequel toutes les communes ont la possibilité de constituer, aux conditions prévues par la loi, une police communale pour exécuter les tâches qui leur incombent en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publics.

#### Article 2

Cette disposition permet à l'Etat de s'assurer que la constitution d'une police communale satisfait aux exigences de la loi. On pourrait imaginer d'autres moyens de contrôle, tels que des procédures d'autorisation ou de reconnaissance. La solution du projet a été préférée, car elle a l'avantage de la simplicité.

La Direction en charge de la sécurité et de l'ordre publics est désignée comme autorité d'approbation en application de l'article 149 al. 3 LCo.

#### Article 3

Le regroupement des polices communales en police intercommunale est déjà connu dans le canton. Les communes de Corminbœuf, Givisiez, Granges-Paccot et Villars-sur-Glâne ont en effet constitué une police intercommunale.

#### Article 4

Pour éviter les risques de confusion au sein de la population, seuls les services répondant aux exigences posées par le projet peuvent être désignés par le terme «police». Sont en particulier visées les inscriptions figurant sur les uniformes et les véhicules des agents communaux.

Les agents communaux qui ne sont pas soumis au projet, par exemple les contractuels, ne sont ainsi pas autorisés à porter l'inscription «police» sur leur uniforme.

#### Article 5

Le projet fixe à six agents l'effectif minimal des polices communales. Ce seuil a été fixé pour permettre aux communes d'organiser de manière efficace et rationnelle leur police et pour assurer la sécurité des agents.

#### Article 6

L'alinéa 1 n'appelle pas de commentaire particulier.

L'alinéa 2 oblige les communes à faire un effort en matière de formation continue de leurs agents de police. Ceux-ci doivent en particulier suivre les cours prévus par la Police cantonale.

#### Article 7

L'alinéa 1 correspond à l'article 11 al. 1 LPol, applicable aux gendarmes.

L'alinéa 2 permet en particulier à la Police cantonale de veiller à ce que l'habillement des agents de police communaux ne puisse pas être confondu avec celui de ses propres agents et que les armements et équipements des agents de police communaux soient adaptés à leurs besoins.

#### **Article 8**

Cette disposition correspond à l'article 39 LPol.

#### **Article 9**

L'alinéa 1 énonce la mission générale des polices communales, à savoir de veiller au maintien de la sécurité de proximité. Cette mission implique que les agents interviennent dans les domaines de la prévention, du maintien de l'ordre et de la tranquillité publics, de la lutte contre la petite criminalité et les incivilités (à titre d'exemples des infractions visées, on peut citer les infractions à la loi d'application du code pénal, les voies de fait, les dommages à la propriété, les larcins, les vols à l'étalage, les graffitis, le bruit, etc.) et du contrôle de la circulation sur le plan local.

Ce cadre général doit cependant être concrétisé. Pour éviter d'éventuelles futures difficultés d'interprétation, il est nécessaire de fixer précisément les tâches que peuvent et doivent accomplir les agents des polices communales. Il faut par exemple déterminer s'ils sont habilités à mener des enquêtes, à procéder à des levées de corps, à enregistrer des plaintes pénales, à procéder à des contrôles de vitesse sur les routes, etc. Ces questions seront réglées dans une ordonnance adoptée par le Conseil d'Etat en application de l'alinéa 2.

L'alinéa 3 précise que les polices communales n'ont pas de possibilité de choisir les tâches qu'elles entendent accomplir. Elles doivent exécuter toutes les tâches qui leur sont attribuées.

A signaler que dans les dispositions finales, le projet adapte simplement les dispositions actuelles au nouveau système.

#### **Article 10**

L'alinéa 1 n'appelle pas de commentaire particulier.

L'alinéa 2 renvoie aux articles 31ss LPol.

Les agents des polices communales sont de véritables agents de police habilités à prendre, à des fins de prévention ou de répression, certaines mesures de contrainte: contrôle d'identité, fouille de sécurité des personnes, fouille de véhicules, intervention d'urgence dans un domicile et usage de la contrainte physique (usage de la force physique, de menottes et de spray au poivre). Ils sont alors soumis aux mêmes conditions que les agents de la Police cantonale et les mesures prises doivent en particulier être justifiées par un intérêt public prépondérant et respecter le principe de la proportionnalité.

Les mesures de contrainte les plus incisives, à savoir les mesures d'identification (prises d'empreintes digitales, prises de photographies et prélèvement d'ADN) ainsi que la fouille complète des personnes, sont toutefois réservées aux agents de la Police cantonale. La fouille intime doit quant à elle être pratiquée sur ordre du juge d'instruction et par du personnel médical. Par ailleurs, les agents des polices communales ne peuvent faire usage de leur arme qu'en état de légitime défense. Leur marge de

manœuvre en la matière est donc beaucoup plus restreinte que celle des agents de la Police cantonale.

#### **Article 11**

Cette disposition doit être lue en parallèle avec l'alinéa 4 du nouvel article 5a LPol.

#### **Article 12**

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

#### **Article 13**

Cet article règle le régime général de surveillance des polices communales. La surveillance en matière de mesures de contrainte est régie de manière distincte à l'article 14.

L'article 13 institue une surveillance à deux niveaux. L'alinéa 1 précise que les communes assument la responsabilité de leur police. A ce titre, elles sont tenues de surveiller leurs agents. L'alinéa 2 régit la surveillance des communes par l'Etat. Pour des raisons évidentes de compétence, il prévoit que cette surveillance est exercée par la Direction en charge de la sécurité et de l'ordre publics, et s'écarte ainsi du système général de la loi sur les communes (cf. art. 143ss LCo).

#### **Article 14**

L'alinéa 1 renvoie à l'article 38 LPol.

Pour assurer une unité de doctrine et garantir une pratique homogène dans le traitement des cas contentieux, l'alinéa 2 prévoit que la plainte doit être adressée au conseiller d'Etat-Directeur en charge de la sécurité et de l'ordre publics.

#### **Article 15**

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

#### **Articles 16 à 20**

Ces modifications découlent de la possibilité donnée aux communes de constituer une police communale et n'appellent pas de commentaires particuliers.

#### **Article 21**

##### Modification de l'article 5 al. 2 LPol

Le principe de l'unité de la force publique n'est pas compromis par le projet. La Police cantonale reste le principal agent dans le domaine du maintien de l'ordre et de la sécurité publics dans le canton. Les polices communales ne disposent que des compétences que la loi leur attribue.

##### Insertion d'un nouvel article 5a LPol

L'attribution de tâches et compétences de police aux polices communales exige la réglementation des relations entre ces polices et la Police cantonale.

La Police cantonale et les polices communales ne sont pas placées sur un pied d'égalité. C'est la Police cantonale qui assume de manière générale la responsabilité de la bonne exécution des activités policières dans le canton. Les polices communales n'ont que les compétences qui leur sont spécialement attribuées par la loi.

L'article 5a précise le rôle de la Police cantonale sous l'angle des prérogatives et des devoirs qui découlent de la position privilégiée de cette Police.

#### Articles 22 à 26

Ces modifications découlent de la possibilité donnée aux communes de constituer une police communale et n'appellent pas de commentaires particuliers.

#### Article 27

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

### 5. CONFORMITÉ À LA CONSTITUTION

L'article 76 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.) énonce le principe selon lequel «l'Etat et les communes assurent le maintien de la sécurité et de l'ordre publics, dans le respect des droits fondamentaux».

L'article 76 al. 2 Cst. attribue quant à lui formellement le monopole de la force publique à l'Etat. Il ressort cependant des travaux préparatoires que la préoccupation principale des constituants était de réserver ce monopole aux collectivités publiques, à l'exclusion des entreprises de sécurité privées (BOC 2002 p. 108ss). Les travaux préparatoires ne permettent pas de comprendre l'alinéa en question dans le sens où il exclurait la faculté de l'Etat de déléguer certaines compétences relevant de l'exercice de la force publique aux communes.

Le projet met en œuvre cette faculté. Il constitue la base légale permettant à l'Etat de déléguer certaines attributions de police aux communes qui souhaitent exercer ce type de tâches. Il fixe en outre les exigences à respecter par les communes délégataires.

### 6. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Il est difficile de prévoir quelles seront les incidences du projet sur l'effectif total des polices communales. Certaines communes vont probablement créer ou renforcer leur police, d'autres pourraient, au vu des conditions posées, renoncer à la leur. De manière générale, on peut toutefois compter sur une décharge partielle de travail sur le terrain pour la Police cantonale, dans la mesure où les agents des polices communales vont accomplir les tâches définies à l'article 9 du projet et, par là, assurer une meilleure sécurité de proximité et une présence accrue sur le territoire communal. La Police cantonale devra néanmoins veiller à la bonne coordination des interventions pour en assurer l'efficacité. Dans ce but, elle invitera les policiers communaux à participer aux cours de formation continue destinés aux agents de la Police cantonale.

Compte tenu de ces éléments, l'adoption du projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions sur le personnel de la Police cantonale et aucune incidence financière pour le canton.

## BOTSCHAFT Nr. 260 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Gemeindepolizei

2. Mai 2006

### 1. EINLEITUNG

In den Regierungsrichtlinien für die Legislaturperiode 2002–2006 ist vorgesehen, dass der Staatsrat prüfen wird, «ob den Beamten der Ortspolizei einige Aufgaben anvertraut werden können, da immer mehr von ihnen eine Polizeiausbildung besitzen. Es könnte sich um Aufgaben handeln für die Verkehrsregelung, die Kontrolle der Gaststätten, die Meldungs- und Betreibungsverfahren sowie andere, vor allem lokale Aufgaben».

Diese Überprüfung hat stattgefunden und zu diesem Gesetzesentwurf geführt.

### 2. HISTORISCHER RÜCKBLICK

#### 2.1 Gegenwärtige Situation

Im Kanton Freiburg herrscht der Grundsatz der Einheit der Polizeigewalt. Artikel 5 des Gesetzes über die Kantonspolizei (PoG) schreibt in der Tat Folgendes vor: «Die Kantonspolizei übt die Gesamtheit ihrer Aufgaben auf dem ganzen Kantonsgebiet aus. Ihre Beamten allein sind befugt, polizeiliche Handlungen vorzunehmen und Zwang anzuwenden. Vorbehalten bleiben die vom Gesetz ausdrücklich anderen Beamten zugewiesenen Befugnisse». Die Übertragung der Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen an Gemeinden, die ein entsprechendes Gesuch stellen, bleibt jedoch vorbehalten.

Artikel 60 Abs. 3 Bst. e des Gesetzes über die Gemeinden (GG) sieht dennoch vor, dass die Gemeinden für die öffentliche Ruhe und Ordnung auf ihrem Gebiet zu sorgen und im Falle eines Notstandes die gebotenen Massnahmen zu treffen haben. Diese Bestimmung wird restriktiv ausgelegt: Die Befugnisse der Gemeinden im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit sind subsidiär im Verhältnis zu jenen der für die Aufrechterhaltung der Ordnung zuständigen kantonalen Behörden (vgl. TGR 1979 S. 1925). Einige Gemeinden haben allgemeine Polizeireglemente über die anzuwendenden einschlägigen Regeln erlassen.

In der Praxis schreiten in Gemeinden, die über keine Gemeindepolizei verfügen, bei kleineren Vorfällen die Gemeindeorgane (Mitglieder des Gemeinderats oder Gemeindeangestellte) ein. In Fällen, die die Mittel der Gemeinden übersteigen, wird die Kantonspolizei angefordert. Gemeinden, die ihre eigene Polizei aufgestellt haben, verfügen ihrerseits über etwas umfangreichere Interventionsmittel. Die Gemeindepolizei spielt eine vorbeugende Rolle, dies namentlich mit der Organisation von Patrouillen; sie trifft auch, ebenso wie Einzelpersonen, die dringenden Massnahmen, die geboten sind, wenn die öffentliche Ordnung und Sicherheit gefährdet ist und ein Einschreiten der Kantonspolizei nicht innert nützlicher Frist erfolgen kann (vgl. Art. 104 StPO). Sie ist ausserdem befugt, Ordnungsbussen auszustellen (vgl. die weiter oben erwähnte Kompetenzübertragung). Sie verfügt jedoch nicht über eine eigentliche Polizeigewalt.

#### 2.2 Parlamentarische Vorstösse

1. In einer Motion vom 25. September 1990 haben die Grossräte Jean-Paul Glasson und Philippe Menoud zu-

sammen mit 18 Mitunterzeichnern die Einführung einer Gesetzgebung über die örtliche Polizei beantragt. Die Motion ist in ein Postulat umgewandelt worden. Am 19. Februar 1997 hat der Grosse Rat von dem vom Staatsrat zu diesem Thema vorgelegten Bericht Kenntnis genommen.

2. Am 26. März 2003 haben die Grossräte Joe Genoud und Joseph Binz sowie 21 Mitunterzeichner eine Motion eingereicht mit dem Antrag, der Ortspolizei mehr Kompetenzen zu übertragen. Diese Motion ist am 6. November 2003 vom Grossen Rat angenommen worden.

### **2.3 Intervention gewisser Gemeinden bei der Sicherheits- und Justizdirektion (SJD)**

1. Am 27. Mai 2002 hat der Gemeinderat der Stadt Bulle um Erteilung von Kompetenzen im Bereich der Identitätskontrollen für die Ortspolizei ersucht.
2. Am 20. Februar 2003 hat der Gemeinderat der Stadt Châtel-Saint-Denis ebenfalls die Erweiterung der Kompetenzen für die Ortspolizei beantragt.

### **2.4 Bericht über die Delegation von polizeilichen Aufgaben und Befugnissen an die Ortspolizei**

Am 18. Februar 2003 hat der Staatsrat eine Kommission eingesetzt mit dem Auftrag, die Möglichkeiten und Voraussetzungen einer Delegation von polizeilichen Aufgaben und Kompetenzen an die Ortspolizei zu untersuchen. Diese Kommission hat ihren Bericht am 24. Mai 2004 (Bericht vom 24. Mai 2004) abgegeben.

Das in diesem Bericht vorgeschlagene Modell ging weiter als die in den oben erwähnten parlamentarischen Interventionen gestellten Anträge. Es beruhte auf den folgenden sieben Grundsätzen (vgl. S. 24f. des Berichts):

1. Alle Gemeinden müssen der gesetzlichen Verpflichtung nachkommen und auf ihrem Gemeindegebiet für Ordnung und öffentliche Sicherheit sorgen.
2. Ab einer Bevölkerung von mehr als 4000 Einwohnern muss eine Gemeinde mit spezifischen Mitteln für die Sicherheit der Umgebung sorgen.
3. Um ihrer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen und für Ordnung und öffentliche Sicherheit auf Gemeindegebiet zu sorgen, kann die Gemeinde entweder eine Gemeindepolizei mit mindestens 4 Beamten schaffen oder dem Staat einen Finanzierungsbeitrag entrichten, welcher der Sicherheit der Umgebung zukommt.
4. Die an die Gemeindepolizei delegierten Aufgaben und Kompetenzen sind Gerichtspolizei, Strassenverkehr, öffentliche Sicherheit, erkennungsdienstliche Massnahmen, Gesetzesvollzug, Handlungen auf Anweisung der Behörden und der Magistratspersonen, administrative Aufgaben.
5. Alle Gemeinden entrichten einen Finanzierungsbeitrag, der im Verhältnis zu ihrer Einwohnerzahl berechnet wird. Gemeinden, die über eine Ortspolizei verfügen, kommen in den Genuss eines Abzugs, der im Verhältnis zur Belegschaft ihrer Ortspolizei berechnet wird.
6. Die Anerkennung als Ortspolizei hängt von drei Bedingungen ab: die Belegschaft entspricht der Quote und umfasst mindestens 4 Beamte, effiziente Wahrnehmung der festgelegten Aufgaben und Befugnisse, Ausbildung der Beamten.

7. Es wird eine fünfjährige Übergangsperiode eingeräumt, um das vorgeschlagene Modell umzusetzen.

Der Bericht vom 24. Mai 2004 ist von der Sicherheits- und Justizdirektion bei einem breiten Kreis von Adressaten in die Vernehmlassung gegeben worden. Die Befragten haben allgemein den Willen zur Verbesserung der lokalen Sicherheit begrüsst. Sie haben sich jedoch mehrheitlich dagegen ausgesprochen, dass die grösseren Gemeinden verpflichtet werden sollten, von nun an über eine eigene Polizei zu verfügen. Der für Gemeinden ohne eigene Gemeindepolizei vorgesehene zu leistende Ersatzbeitrag ist seinerseits auf massive Kritik gestossen, dies nicht nur, was den Betrag anbelangt, sondern auch der Grundsatz selber.

Der Staatsrat hat daraufhin beschlossen, auf das von der Kommission ausgearbeitete Modell zu verzichten und sich darauf zu beschränken, der Motion Folge zu geben, indem er diejenigen Gemeinden, die es wünschen, ermächtigt, eine Gemeindepolizei zu schaffen.

### **3. LEITLINIEN DES ENTWURFS**

Seit einigen Jahre verlangen gewisse Gemeinden, dass die von ihnen geschaffene Gemeindepolizei auch tatsächlich über polizeiliche Gewalt verfügen darf. Die genannte Motion der Grossräte Joe Genoud und Joseph Binz stellt eine Liste der Befugnisse auf, die die Gemeinden für sich beanspruchen: Ausstellen von Ordnungsbussen und Verkehrskontrollen; Identitätskontrollen, Einsetzen von Zwangsmitteln und Körperdurchsuchungen; Anzeigeberichte im Bereich der Betäubungsmittel; Berichte bei störenden Verhaltensweisen, Radau, Lärm usw.; Anzeigeberichte bei Nichteinhalten der Schliessungszeiten in den öffentlichen Gaststätten; Vorbeugung gegen Fälle von Angetrunkenheit.

Der Entwurf des Gesetzes über die Gemeindepolizei trägt diesen Anliegen Rechnung, wobei er dennoch die im Bericht vom 24. Mai 2004 geäusserten wichtigen Einwände dagegen nicht ausser Acht lässt: Er beschränkt sich darauf, den Gemeinden, die es wünschen, zu erlauben, zu den im Gesetz aufgelisteten Bedingungen eine eigene Polizei aufzustellen und den Rahmen für die Tätigkeit dieser Polizei festzulegen.

Die vorgesehenen Voraussetzungen beruhen auf Anforderungen in Zusammenhang mit der Sicherheit und der Transparenz. Die Gemeindepolizei muss einen Mindestbestand von sechs Beamten umfassen. Diese müssen über eine spezifische Grundausbildung verfügen und Weiterbildungskurse besuchen. Sie müssen sich bei ihren Einsätzen ausweisen. Ihre Bekleidung, Ausrüstung und Bewaffnung müssen von der Kantonspolizei genehmigt werden.

Die Beamten der Gemeindepolizei bilden Teil des Gemeindepersonals ebenso wie die anderen Gemeindeangestellten. Ihre Stellung ist in den Artikeln 69ff. GG geregelt, unter Vorbehalt der Spezialbestimmungen dieses Entwurfs.

Die Gemeindepolizei hat die lokale Sicherheit zu gewährleisten. Hierzu ist sie auf örtlicher Ebene verantwortlich für die Vorbeugung gegen Widerhandlungen, die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Ruhe,

die Bekämpfung der Kleinkriminalität und der störenden Verhaltensweisen sowie die Überwachung des örtlichen Verkehrs. Es wird Sache des Staatsrats sein, diese Aufgaben genau zu umschreiben.

Um der Gemeindepolizei zu ermöglichen, ihren Auftrag zu erfüllen, räumt ihr der Entwurf erweiterte Befugnisse ein, indem er ihr erlaubt, gewisse Zwangsmassnahmen zu ergreifen (Identitätskontrollen, Durchsuchung von Personen zu Sicherheitszwecken, Durchsuchung von Fahrzeugen, Eindringen in eine Wohnung in Notfällen, Einsatz von körperlicher Gewalt und Gebrauch der Waffe in Notwehrfällen).

Der Entwurf enthält ausserdem zwei wichtige Punkte, die hier hervorzuheben sind.

Der erste besteht darin, dass die Gemeindepolizei nicht die Möglichkeit hat zu wählen, welche Aufgaben sie erfüllen möchte; sie hat sämtliche Aufgaben wahrzunehmen, die ihr vom Staatsrat übertragen werden.

Der zweite betrifft den Umstand, dass die Bezeichnung «Polizei», namentlich auf den Uniformen und auf den Fahrzeugen, nur von solchen Polizeikräften verwendet werden darf, die die Anforderungen des Gesetzes erfüllen.

#### **4. ERLÄUTERUNG DER ARTIKEL**

##### **Artikel 1**

Absatz 1 stellt den Grundsatz auf, dass alle Gemeinden die Möglichkeit haben, zu den im Gesetz vorgesehenen Bedingungen eine Gemeindepolizei zu schaffen, um die ihnen obliegenden Aufgaben im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit zu erfüllen.

##### **Artikel 2**

Diese Bestimmung erlaubt es dem Staat sicherzustellen, dass die Schaffung einer Gemeindepolizei die Anforderungen des Gesetzes erfüllt. Es wären auch andere Kontrollmittel wie Bewilligungs- oder Anerkennungsverfahren denkbar. Der im Entwurf vertretenen Lösung wurde der Vorzug gegeben, weil sie den Vorteil hat, einfach zu sein.

Die für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständige Direktion wird als Genehmigungsbehörde nach Artikel 149 Abs. 3 GG bestimmt.

##### **Artikel 3**

Den Zusammenschluss von Polizeikräften zu einer interkommunalen Polizei kennt man bereits im Kanton. Die Gemeinden Corminbœuf, Givisiez, Granges-Paccot und Villars-sur-Glâne haben in der Tat eine interkommunale Polizei geschaffen.

##### **Artikel 4**

Um Verwechslungen bei der Bevölkerung zu vermeiden, dürfen nur Dienste, die den im Entwurf festgelegten Anforderungen genügen, mit dem Begriff «Polizei» bezeichnet werden. Dies gilt namentlich für die auf Uniformen und Fahrzeugen der Gemeindebeamten verwendeten Beschriftungen.

Die dem Entwurf nicht unterstellten Beamten der Gemeinden wie beispielsweise die Parkplatzkontrolleure

sind somit nicht befugt, die Beschriftung «Polizei» auf ihren Uniformen zu verwenden.

##### **Artikel 5**

Der Entwurf setzt den Mindestbestand einer Gemeindepolizei auf sechs Polizeibeamte fest. Diese Anzahl ist festgelegt worden, damit die Gemeinden in der Lage sind, ihre Polizei auf effiziente und rationelle Weise zu organisieren und die Sicherheit der Polizeibeamten zu gewährleisten.

##### **Artikel 6**

Absatz 1 bedarf keiner besonderen Bemerkung.

Absatz 2 verpflichtet die Gemeinden zu einem gewissen Aufwand im Bereich der Weiterbildung ihrer Polizeibeamten. Diese sind gehalten, insbesondere die von der Kantonspolizei vorgesehenen Kurse zu besuchen.

##### **Artikel 7**

Absatz 1 entspricht dem für Gendarmen geltenden Artikel 11 Abs. 1 PolG.

Absatz 2 erlaubt der Kantonspolizei, insbesondere darüber zu wachen, dass die Bekleidung der Beamten der Gemeindepolizei nicht mit jener ihrer eigenen Beamten verwechselt werden kann, und dass die Bewaffnung und Ausrüstung der Beamten der Gemeindepolizei deren Bedürfnissen angepasst sind.

##### **Artikel 8**

Diese Bestimmung entspricht Artikel 39 PolG.

##### **Artikel 9**

Absatz 1 legt den allgemeinen Auftrag der Gemeindepolizei dar, der darin besteht, für die Aufrechterhaltung der lokalen Sicherheit zu sorgen. Dieser Auftrag bedingt, dass die Polizeibeamten in den Bereichen der Prävention, der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Ruhe, der Bekämpfung von Kleinkriminalität und störenden Verhaltensweisen (damit sind beispielsweise Widerhandlungen gegen das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Tötlichkeiten, Sachbeschädigungen, kleinere Diebstähle, Diebstähle in Warenhäusern, Beschmierungen von Hauswänden, Lärm usw. gemeint) sowie der Überwachung des örtlichen Verkehrs einschreiten können.

Dieser allgemeine Rahmen bedarf jedoch der Konkretisierung. Um allfällige künftige Missverständnisse bei der Auslegung des Aufgabenbereiches zu vermeiden, ist es erforderlich, dass die Tätigkeiten, die die Beamten der Gemeindepolizei ausüben dürfen und müssen, genau umschrieben werden. Es ist beispielsweise festzuhalten, ob sie befugt sind, Untersuchungen durchzuführen, Leichenbergungen vorzunehmen, Strafklagen entgegenzunehmen, Geschwindigkeitskontrollen auf Strassen durchzuführen usw. Diese Fragen werden Gegenstand einer vom Staatsrat in Anwendung von Absatz 2 zu erlassenden Verordnung sein.

Absatz 3 betont, dass die Gemeindepolizei nicht wählen kann, welche Aufgaben sie zu erfüllen beabsichtigt. Sie muss alle ihr zugewiesenen Aufgaben ausführen.

Zu bemerken ist, dass in den Schlussbestimmungen nur eine Anpassung der geltenden Bestimmungen an die neue Regelung erfolgt.

#### **Artikel 10**

Absatz 1 bedarf keiner besonderen Bemerkung.

Absatz 2 verweist auf die Artikel 31ff. PolG.

Die Beamten der Gemeindepolizei sind echte Polizeibeamte, die ermächtigt sind, zu Präventions- oder Repressionszwecken gewisse Zwangsmassnahmen zu ergreifen: Identitätskontrolle, Durchsuchung von Personen zu Sicherheitszwecken, Durchsuchung von Fahrzeugen, Eindringen in eine Wohnung in Notfällen und körperlicher Zwang (Einsatz von körperlicher Gewalt, von Handschellen und von Pfefferspray). Sie unterliegen dabei den gleichen Bedingungen wie die Beamten der Kantonspolizei; die getroffenen Massnahmen dürfen im Besonderen nur bei Vorliegen eines überwiegenden öffentlichen Interesses erfolgen und haben das Verhältnismässigkeitsprinzip zu beachten.

Die einschneidendsten Massnahmen wie die erkennungsdienstlichen Massnahmen (Abnehmen von Fingerabdrücken, Fotografieren von Personen und Entnahme von DNA-Proben) sowie die Ganzkörperdurchsuchung sind jedoch den Beamten der Kantonspolizei vorbehalten. Die Durchsuchung der intimen Körperpartien muss ihrerseits von einem Untersuchungsrichter angeordnet und darf nur von medizinischem Personal durchgeführt werden. Ausserdem dürfen die Beamten der Gemeindepolizei nur in Notwehrsituationen von ihrer Waffe Gebrauch machen. Ihr Handlungsspielraum in diesem Bereich ist somit viel geringer als jener der Beamten der Kantonspolizei.

#### **Artikel 11**

Diese Bestimmung ist parallel zu Absatz 4 des neuen Artikels 5a PolG zu betrachten.

#### **Artikel 12**

Diese Bestimmung bedarf keiner besonderen Bemerkung.

#### **Artikel 13**

Dieser Artikel regelt das allgemeine System der Aufsicht über die Gemeindepolizei. Die Aufsicht im Bereich der Zwangsmassnahmen wird gesondert in Artikel 14 geregelt.

Artikel 13 führt eine Aufsicht auf zwei Ebenen ein. Absatz 1 präzisiert, dass die Gemeinden die Verantwortung für ihre Polizei tragen. Als Verantwortliche sind sie gehalten, ihre Polizeibeamten zu beaufsichtigen. Absatz 2 regelt die Beaufsichtigung der Gemeinden durch den Staat. Aus einleuchtenden Gründen der Kompetenzregelung sieht er vor, dass die Beaufsichtigung durch die für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständige Direktion erfolgt; er weicht somit in dieser Hinsicht vom allgemeinen System, das im Gemeindegesetz vorgesehen ist, ab (vgl. Art. 143ff. GG).

#### **Artikel 14**

Absatz 1 verweist auf Artikel 38 PolG.

Um bei der Behandlung von Streitfällen eine einheitliche Doktrin und Praxis zu gewährleisten, sieht Absatz 2 vor, dass die Aufsichtsbeschwerde an den Vorsteher der für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständigen Direktion zu richten ist.

#### **Artikel 15**

Diese Bestimmung bedarf keiner besonderen Bemerkung.

#### **Artikel 16–20**

Diese Änderungen ergeben sich aus dem Umstand, dass den Gemeinden die Möglichkeit eingeräumt wird, eine Gemeindepolizei zu schaffen. Sie bedürfen keiner besonderen Bemerkung.

#### **Artikel 21**

##### Änderung von Artikel 5 Abs. 2 PolG

Der Grundsatz der Einheit der Polizeigewalt wird durch den Entwurf nicht gefährdet. Die Kantonspolizei bleibt die wichtigste Kraft auf dem Gebiet der Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung im Kanton. Die Gemeindepolizei verfügt nur über Befugnisse, die ihr das Gesetz zuteilt.

##### Einfügen eines neuen Artikels 5a PolG

Die Zuteilung von polizeilichen Aufgaben und Befugnissen an die Gemeindepolizei verlangt nach einer Regelung der Beziehungen zwischen dieser und der Kantonspolizei.

Die Kantonspolizei und die Gemeindepolizei werden nicht auf gleiche Stufe gesetzt. Es ist die Kantonspolizei, die allgemein für die sorgfältige Ausführung der polizeilichen Tätigkeiten im Kanton verantwortlich ist. Die Gemeindepolizei hat nur die Befugnisse, die ihr durch ein Gesetz ausdrücklich erteilt werden.

Artikel 5a präzisiert die Rolle der Kantonspolizei unter dem Gesichtspunkt des Vorrechts und der Aufgaben, die sich aus der bevorzugten Stellung dieser Polizeieinheit ergibt.

#### **Artikel 22–26**

Diese Änderungen ergeben sich aus dem Umstand, dass den Gemeinden die Möglichkeit eingeräumt wird, eine Gemeindepolizei zu schaffen. Sie bedürfen keiner besonderen Bemerkung.

#### **Artikel 27**

Diese Bestimmung bedarf keiner besonderen Bemerkung.

### **5. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DER VERFASSUNG**

Artikel 76 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV) verankert folgenden Grundsatz: «Staat und Gemeinden gewährleisten die öffentliche Ordnung und Sicherheit unter Wahrung der Grundrechte».

Artikel 76 Abs. 2 KV seinerseits teilt das Gewaltmonopol in formeller Hinsicht dem Staat zu. Aus den vorbereiteten Arbeiten geht jedoch hervor, dass das Hauptanliegen der Verfassungsräte darin bestand, dieses Monopol den Gemeinwesen vorzubehalten und die privaten Sicherheitsunternehmen davon auszuschliessen (TVR 2002 S. 108 ff.). Die vorbereitenden Arbeiten lassen den betreffenden Absatz nicht in dem Sinn verstehen, dass dem Staat die Möglichkeit hätte verweigert werden sollen, gewisse Kompetenzen, die zur Ausübung des Gewaltmonopols

gehören, an die Gemeinden zu delegieren.

Der Entwurf setzt diese Möglichkeit um. Er bildet die rechtliche Grundlage für die Übertragung gewisser Polizeibefugnisse vom Staat auf solche Gemeinden, die diese Art von Aufgaben auszuführen bereit sind. Er setzt ausserdem die Anforderungen fest, die diese Gemeinden zu erfüllen haben.

## **6. AUSWIRKUNGEN AUF FINANZIELLER UND PERSONELLER EBENE**

Es ist schwierig vorauszusehen, welche Auswirkungen der Entwurf auf den Gesamtbestand der Gemeindepolizei haben wird. Einige Gemeinden werden voraussichtlich ihre eigene Polizei schaffen oder verstärken, andere in Anbetracht der zu erfüllenden Voraussetzungen auf ihre eigene Polizei verzichten. Ganz allgemein kann jedoch mit einer teilweisen Entlastung der Kantonspolizei bei ihren Einsätzen gerechnet werden, betrachtet man die in

Artikel 9 des Entwurfs aufgelisteten Aufgaben, die die Gemeindepolizei zu erfüllen haben wird, und dass sie damit die Sicherheit auf lokaler Ebene verbessern und eine markantere Präsenz auf dem Gemeindegebiet gewährleisten wird. Die Kantonspolizei wird nichtsdestotrotz für eine reibungslose Koordinierung der Einsätze zu sorgen haben, damit deren Effizienz gewährleistet werden kann. Zu diesem Zweck wird sie die Polizeibeamten der Gemeinden auffordern, an den gleichen Weiterbildungskursen wie den für die Beamten der Kantonspolizei bestimmten teilzunehmen.

In Anbetracht dieser Kriterien wird die Annahme des Entwurfs voraussichtlich keine Auswirkungen auf das Personal der Kantonspolizei haben und keine finanziellen Folgen für den Kanton nach sich ziehen.

\_\_\_\_\_



## Loi

du

### sur les polices communales

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 76 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 2 mai 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### 1. Dispositions générales

##### Art. 1 Principe

Chaque commune peut constituer une police communale, aux conditions prévues par la présente loi.

##### Art. 2 Règlement

<sup>1</sup> La constitution d'une police communale fait l'objet d'un règlement de portée générale.

<sup>2</sup> Ce règlement est soumis à l'approbation de la Direction chargée de la sécurité et de l'ordre publics (ci-après: la Direction).

##### Art. 3 Collaboration intercommunale

Plusieurs communes contiguës peuvent grouper leurs polices et créer une police intercommunale.

##### Art. 4 Utilisation du terme «police»

L'utilisation du terme «police», notamment son inscription sur les uniformes et sur les véhicules, est réservée aux polices communales au sens de la présente loi.

## Gesetz

vom

### über die Gemeindepolizei

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 76 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. Mai 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### 1. Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 Grundsatz

Jede Gemeinde kann zu den in diesem Gesetz vorgesehenen Bedingungen eine Gemeindepolizei schaffen.

##### Art. 2 Reglement

<sup>1</sup> Die Schaffung einer Gemeindepolizei bildet Gegenstand eines allgemein verbindlichen Reglements.

<sup>2</sup> Dieses Reglement bedarf der Genehmigung der für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständigen Direktion des Staatsrats (die Direktion).

##### Art. 3 Interkommunale Zusammenarbeit

Benachbarte Gemeinden können ihre Polizeikräfte in einer Gruppe zusammenschliessen und eine interkommunale Polizei schaffen.

##### Art. 4 Verwendung des Begriffs «Polizei»

Die Verwendung des Begriffs «Polizei», namentlich durch entsprechende Beschriftung von Uniformen und Fahrzeugen, ist der Gemeindepolizei im Sinne dieses Gesetzes vorbehalten.

## 2. Conditions

### Art. 5 Effectif

Chaque police communale est composée d'un effectif minimal de six agents ou agentes.

### Art. 6 Formation

<sup>1</sup> Seules les personnes ayant achevé avec succès une formation policière de base reconnue par la Confédération peuvent être engagées en qualité d'agents ou agentes d'une police communale.

<sup>2</sup> Les communes veillent à ce que leurs agents et agentes reçoivent une formation continue adéquate.

### Art. 7 Habillement, équipement et armement

<sup>1</sup> Les agents et agentes des polices communales portent un uniforme et sont armés pour leur service.

<sup>2</sup> L'habillement, l'équipement et l'armement sont soumis à l'approbation de la Police cantonale.

### Art. 8 Légitimation

<sup>1</sup> Les agents et agentes des polices communales se légitiment lors de leurs interventions.

<sup>2</sup> Ils sont munis à cet effet d'une carte de légitimation qu'ils présentent sur demande.

<sup>3</sup> La personne qui a fait l'objet d'une intervention peut demander à l'agent ou à l'agente de lui indiquer son nom.

## 3. Tâches et compétences des polices communales

### Art. 9 Tâches

<sup>1</sup> Les polices communales ont pour mission générale d'assurer les tâches de sécurité de proximité, comprenant les quatre domaines suivants:

- a) prévention;
- b) maintien de l'ordre et de la tranquillité publics;

## 2. Voraussetzungen

### Art. 5 Mindestbestand

Jede Gemeindepolizei umfasst mindestens sechs Polizeibeamtinnen oder Polizeibeamte.

### Art. 6 Ausbildung

<sup>1</sup> Als Beamtin oder Beamter einer Gemeindepolizei kann nur angestellt werden, wer eine vom Bund anerkannte polizeiliche Grundausbildung mit Erfolg abgeschlossen hat.

<sup>2</sup> Die Gemeinden sorgen für eine angemessene Weiterbildung ihrer Polizeibeamtinnen und Polizeibeamten.

### Art. 7 Bekleidung, Ausrüstung und Bewaffnung

<sup>1</sup> Die Beamtinnen und Beamten der Gemeindepolizei tragen eine Uniform und leisten ihren Dienst bewaffnet.

<sup>2</sup> Die Bekleidung, die Ausrüstung und die Bewaffnung bedürfen der Zustimmung der Kantonspolizei.

### Art. 8 Legitimation

<sup>1</sup> Die Beamtinnen und Beamten der Gemeindepolizei weisen sich bei ihren Amtshandlungen aus.

<sup>2</sup> Sie haben zu diesem Zweck einen Dienstaussweis, den sie auf Verlangen vorweisen.

<sup>3</sup> Wer von einer Amtshandlung betroffen wurde, kann von der Beamtin oder vom Beamten verlangen, dass sie oder er ihren bzw. seinen Namen bekannt gibt.

## 3. Aufgaben und Befugnisse der Gemeindepolizei

### Art. 9 Aufgaben

<sup>1</sup> Die Gemeindepolizei hat als allgemeinen Auftrag, die Sicherheitsaufgaben auf lokaler Ebene wahrzunehmen. Diese umfassen folgende vier Bereiche:

- a) die Prävention;
- b) die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ruhe und Ordnung;

- c) lutte contre la petite criminalité et les incivilités;
- d) contrôle de la circulation locale.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat précise, par voie d'ordonnance, les tâches qui sont ainsi déléguées aux polices communales.

<sup>3</sup> Les polices communales exécutent l'ensemble de ces tâches.

#### **Art. 10** Compétences

<sup>1</sup> Les polices communales exercent leurs compétences en recourant à des moyens proportionnés aux circonstances.

<sup>2</sup> Elles peuvent, aux mêmes conditions que la Police cantonale, recourir aux mesures de contrainte prévues par la loi sur la Police cantonale, sous réserve des deux exceptions suivantes:

- a) les mesures d'identification ainsi que la fouille complète des personnes ressortissent à la compétence exclusive de la Police cantonale;
- b) les agents et agentes des polices communales ne peuvent faire usage de leur arme qu'en situation de légitime défense.

#### **Art. 11** Collaboration avec la Police cantonale

En cas de besoin, les communes peuvent faire appel à la Police cantonale pour soutenir leur propre police dans l'exécution de ses tâches.

#### **Art. 12** Conflit de compétences

En cas de conflit de compétences entre une police communale et la Police cantonale, la Direction tranche.

### **4. Surveillance**

#### **Art. 13** Régime général

<sup>1</sup> Les polices communales et leurs agents et agentes sont placés sous la surveillance de l'autorité communale.

<sup>2</sup> La surveillance des communes dans le domaine du maintien de la sécurité et de l'ordre publics est exercée par la Direction.

- c) die Bekämpfung von Kleinkriminalität und störenden Verhaltensweisen;
- d) die Überwachung des örtlichen Verkehrs.

<sup>2</sup> Der Staatsrat präzisiert auf dem Verordnungsweg die der Gemeindepolizei dementsprechend übertragenen Aufgaben.

<sup>3</sup> Die Gemeindepolizei erfüllt alle diese Aufgaben.

#### **Art. 10** Befugnisse

<sup>1</sup> Die Gemeindepolizei setzt bei der Ausübung ihrer Befugnisse Mittel ein, die den Umständen angemessen sind.

<sup>2</sup> Sie darf unter denselben Voraussetzungen wie die Kantonspolizei die im Gesetz über die Kantonspolizei vorgesehenen Zwangsmassnahmen ergreifen. Vorbehalten sind folgende zwei Ausnahmen:

- a) Erkennungsdienstliche Massnahmen sowie die Ganzkörperdurchsuchung von Personen sind ausschliesslich der Kantonspolizei vorbehalten.
- b) Die Beamtinnen und Beamten der Gemeindepolizei dürfen nur in Notwehrsituationen von ihrer Waffe Gebrauch machen.

#### **Art. 11** Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei

Im Bedarfsfall können die Gemeinden zur Unterstützung ihrer eigenen Polizei bei der Erfüllung ihrer Aufgaben die Mitwirkung der Kantonspolizei anfordern.

#### **Art. 12** Zuständigkeitskonflikte

Bei Zuständigkeitskonflikten zwischen einer Gemeindepolizei und der Kantonspolizei entscheidet die Direktion.

### **4. Aufsicht**

#### **Art. 13** Allgemeine Aufsicht

<sup>1</sup> Die Gemeindepolizei und ihre Beamtinnen und Beamten stehen unter der Aufsicht der Gemeindebehörde.

<sup>2</sup> Die Beaufsichtigung der Gemeinden im Bereich der öffentlichen Sicherheit und Ordnung wird durch die Direktion ausgeübt.

**Art. 14** Plainte contre les mesures de contrainte

<sup>1</sup> Les dispositions de la loi sur la Police cantonale qui régissent la plainte contre les mesures de contrainte ou contre des actes qui s'y rapportent sont applicables par analogie aux mesures de contrainte prises par les polices communales.

<sup>2</sup> La plainte est adressée au conseiller d'Etat-Directeur ou à la conseillère d'Etat-Directrice en charge de la sécurité et de l'ordre publics, qui prend l'avis du conseil communal concerné.

## 5. Dispositions transitoires et finales

**Art. 15** Disposition transitoire

Les agents et agentes des polices communales en fonction avant l'entrée en vigueur de la présente loi qui n'en remplissent pas les conditions relatives à la formation disposent d'un délai de deux ans pour acquérir la formation nécessaire.

**Art. 16** Modifications

a) Loi sur les préfets

La loi du 20 novembre 1975 sur les préfets (RSF 122.3.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 19 al. 2 et 3**

<sup>2</sup> Il [*le préfet*] dispose, pour l'exécution des mesures qu'il prend à cet effet, de la Police cantonale et, le cas échéant, des polices communales.

<sup>3</sup> Il est informé par elles de tout ce qui intéresse l'ordre public dans le district.

**Art. 17** b) Loi d'organisation judiciaire

La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 152 let. a**

[La poursuite des infractions est exercée par:]

a) la Police cantonale et, le cas échéant, les polices communales;

**Art. 14** Aufsichtsbeschwerde gegen Zwangsmassnahmen

<sup>1</sup> Die Bestimmungen des Gesetzes über die Kantonspolizei, die die Aufsichtsbeschwerde gegen Zwangsmassnahmen oder gegen damit zusammenhängende Handlungen regeln, gelten sinngemäss auch für die Zwangsmassnahmen der Gemeindepolizei.

<sup>2</sup> Die Aufsichtsbeschwerde ist an die Vorsteherin oder den Vorsteher der für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständigen Direktion zu richten, die oder der die Stellungnahme des betroffenen Gemeinderats einholt.

## 5. Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 15** Übergangsbestimmung

Die Beamtinnen und Beamten der Gemeindepolizei, die ihr Amt bereits vor Inkrafttreten dieses Gesetzes innehatten und die die Anforderungen bezüglich der Ausbildung nicht erfüllen, müssen die verlangte Ausbildung innerhalb von zwei Jahren absolvieren.

**Art. 16** Änderungen bisherigen Rechts

a) Gesetz über die Oberamt männer

Das Gesetz vom 20. November 1975 über die Oberamt männer (SGF 122.3.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 19 Abs. 2 und 3**

<sup>2</sup> Er [*der Oberamt mann*] verfügt für den Vollzug der Anordnungen, die er zu diesem Zweck trifft, über die Kantonspolizei und gegebenenfalls über die Gemeindepolizei.

<sup>3</sup> Er wird von ihnen über alles informiert, was die öffentliche Ordnung im Bezirk betrifft.

**Art. 17** b) Gerichtsorganisationsgesetz

Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 152 Bst. a**

[Die Verfolgung der Straftaten ist Aufgabe:]

a) der Kantonspolizei und gegebenenfalls der Gemeindepolizei;

**Art. 18** c) Code de procédure et de juridiction administrative

Le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) est modifié comme il suit:

**Art. 73 al. 2**

<sup>2</sup> L'autorité peut au besoin requérir l'aide de la Police cantonale et, le cas échéant, celle des polices communales, conformément aux prescriptions de la législation y relative.

**Art. 19** d) Loi d'application du code pénal

La loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (RSF 31.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 8 ch. 4<sup>bis</sup>**

[Est puni d'arrêts ou d'amende:]

<sup>4bis</sup>. celui qui porte sans droit l'uniforme de la police ou revêt intentionnellement des vêtements pouvant prêter à confusion avec cet uniforme;

**Art. 20** e) Loi d'application de la législation fédérale sur la taxe d'exemption du service militaire

La loi du 21 septembre 1983 d'application de la législation fédérale sur la taxe d'exemption du service militaire (RSF 513.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 5** Collaboration administrative

Les préfetures, les agents de police, les officiers d'état civil et les secrétaires communaux collaborent gratuitement aux tâches relevant de la taxe militaire, notamment aux recherches d'adresses des hommes dont le domicile est inconnu.

**Art. 21** f) Loi sur la Police cantonale

La loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 18** c) Verwaltungsrechtspflegegesetz

Das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 73 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Behörde kann gemäss den Vorschriften der einschlägigen Gesetzgebung wenn nötig die Hilfe der Kantonspolizei und gegebenenfalls der Gemeindepolizei anfordern.

**Art. 19** d) Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 8 Ziff. 4<sup>bis</sup>**

[Es wird mit Haft oder Busse bestraft:]

<sup>4bis</sup>. wer ohne Berechtigung die Uniform der Polizei oder absichtlich Kleidungsstücke trägt, die zu einer Verwechslung mit dieser Uniform Anlass geben können;

**Art. 20** e) Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Militärflichtersatz

Das Ausführungsgesetz vom 21. September 1983 zur Bundesgesetzgebung über den Militärflichtersatz (SGF 513.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 5** Amtshilfe

Die Oberämter, die Polizeibeamten, die Zivilstandsbeamten und Gemeindegemeinschafter haben bei der Erfüllung der Aufgaben betreffend den Militärflichtersatz unentgeltliche Amtshilfe zu leisten, insbesondere bei der Ermittlung von Adressen von Männern, deren Aufenthaltsort unbekannt ist.

**Art. 21** f) Gesetz über die Kantonspolizei

Das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 5 al. 2**

<sup>2</sup> Ses agents [*ceux de la Police cantonale*] sont seuls habilités à opérer des actes de police et à recourir à la force, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi à d'autres agents de l'Etat ou aux polices communales.

**Art. 5a (nouveau)** Relation avec les polices communales

<sup>1</sup> La Police cantonale dirige les activités policières dans le canton. A ce titre, elle prend les mesures nécessaires à la coordination de ses interventions et de celles des polices communales.

<sup>2</sup> Elle conseille les communes en matière d'ordre et de sécurité publics au niveau local. Elle offre notamment un soutien dans le domaine de la formation et de l'équipement des agents des polices communales.

<sup>3</sup> En cas de nécessité, elle intervient à titre subsidiaire pour soutenir l'action des polices communales.

<sup>4</sup> En cas d'intervention commune de la Police cantonale et d'une police communale, la Police cantonale dirige les opérations et en assume la responsabilité.

**Art. 22** g) Loi d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux

La loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 3 al. 2** (*ne concerne que le texte français*)

<sup>2</sup> Il [*le préfet*] peut requérir le concours de l'autorité communale, des médecins vétérinaires, des inspecteurs du bétail, des inspecteurs des viandes, des gardes-faune et de la police.

**Art. 23** h) Loi d'application de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce

La loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RSF 864.1.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 5 Abs. 2**

<sup>2</sup> Ihre Beamten [*die Beamten der Kantonspolizei*] allein sind befugt, polizeiliche Handlungen vorzunehmen und Zwang anzuwenden. Vorbehalten bleiben die vom Gesetz ausdrücklich anderen Beamten oder der Gemeindepolizei zugewiesenen Befugnisse.

**Art. 5a (neu)** Beziehung zur Gemeindepolizei

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei leitet die polizeilichen Tätigkeiten im Kanton. Sie trifft die Massnahmen, die für die Koordination ihrer Einsätze und derjenigen der Gemeindepolizei notwendig sind.

<sup>2</sup> Sie berät die Gemeinden auf dem Gebiet der öffentlichen Ordnung und Sicherheit auf lokaler Ebene. Sie leistet namentlich Unterstützung im Bereich der Ausbildung und Ausrüstung der Polizeibeamten der Gemeindepolizei.

<sup>3</sup> Wenn nötig schreitet sie auf subsidiäre Weise ein, um die Handlungen der Gemeindepolizei zu unterstützen.

<sup>4</sup> Bei gemeinsamen Einsätzen der Kantonspolizei und einer Gemeindepolizei leitet die Kantonspolizei die Handlungen und übernimmt die Verantwortung dafür.

**Art. 22** g) Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz

Das Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 3 Abs. 2**

<sup>2</sup> *Betrifft nur den französischen Text.*

**Art. 23** h) Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel

Das Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (SGF 864.1.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 1 al. 3**

<sup>3</sup> Les autorités compétentes en matière de police, de police des constructions, de police du feu et de police sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application de la législation en la matière.

**Art. 24** i) Loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu

La loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 7 titre médian et al. 1, phr. intr.**

Police

<sup>1</sup> La police est chargée de contrôler:

...

**Art. 25** j) Loi sur les établissements publics et la danse

La loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED; RSF 952.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 7 titre médian et al. 1, phr. intr.**

Police

<sup>1</sup> La police est chargée de contrôler:

...

**Art. 26** k) Loi sur les loteries

La loi du 14 décembre 2000 sur les loteries (RSF 958.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 4 al. 1**

<sup>1</sup> La Direction chargée de la police du commerce veille à l'application de la présente loi. Elle dispose à cet effet du Service de la police du commerce, lequel peut avoir recours, au besoin, à la police.

**Art. 27** Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 1 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die für Polizeiangelegenheiten, Baupolizei, Feuer- und Sanitätspolizei zuständigen Organe können beim Vollzug der einschlägigen Gesetzgebung beigezogen werden.

**Art. 24** i) Gesetz über die Spielapparate und Spielsalons

Das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 7 Artikelüberschrift und Abs. 1, Einleitungssatz**

Polizei

<sup>1</sup> Die Polizei kontrolliert:

...

**Art. 25** j) Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz

Das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG; SGF 952.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 7 Artikelüberschrift und Abs. 1, Einleitungssatz**

Polizei

<sup>1</sup> Die Polizei kontrolliert:

...

**Art. 26** k) Lotteriegelgesetz

Das Lotteriegelgesetz vom 14. Dezember 2000 (SGF 958.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 4 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion sorgt für die Anwendung dieses Gesetzes. Sie verfügt zu diesem Zweck über das Amt für Gewerbepolizei, welches bei Bedarf die Polizei hinzuziehen kann.

**Art. 27** Inkrafttreten

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.